

aussi un sujet de profond regret pour tout député qui a à cœur la dignité et l'honneur du Canada, de voir dans quelle position nous a placés le manque de franchise et d'habileté de ces messieurs.

Il ne peut y avoir aucun doute, actuellement, sur le fait qu'au point de vue des Américains, notre position est très loin d'être ce qu'elle devrait être. La ligne de conduite récemment suivie par ces honorables députés, blesse gravement notre amour-propre. Plus que cela, M. l'Orateur, ils ont considérablement nui à une cause qui, par une direction sage de leur part, pourrait être à la veille d'être réglée, et ce tort qu'ils ont fait, aura des conséquences qui se feront probablement sentir très longtemps.

Autant qu'il nous est possible d'en juger, d'après le rapport de leurs propres déclarations, et d'après les énoncés qu'ils ont faits dans les différentes parties du pays, les ministres, aujourd'hui, sont indécis dans leurs actes; ils flottent entre deux opinions.

Un moment, le haut commissaire a le beau côté de la situation et réussit à convaincre le gouvernement de la nécessité d'envoyer des délégués à Washington; le lendemain, une représentation du *Red Parlour* fait comprendre au premier ministre que de deux maux, il eut fait mieux de choisir celui qu'il considèrerait le moindre, et continuer de protéger ces hommes auxquels il doit sa position ici; et finalement, quand ces honorables ministres vont à Washington, nous voyons qu'une audience leur est bien et dûment refusée. Nous voyons qu'il leur est même dit d'aller étudier leur question, et quand, après six mois, ils auront établi ce qu'ils doivent proposer, on leur permettra peut-être d'en faire un exposé au secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Je n'ai jamais ignoré, M. l'Orateur, les difficultés de mener à bien une telle affaire; je sais que ces difficultés sont nombreuses et grandes; mais je dois dire que quelque difficile que puisse être la position, elle deviendra infiniment plus embarrassante, selon moi, à moins que le gouvernement canadien ne soit disposé à accepter les seules conditions auxquelles il leur est possible de soulager le peuple de ce pays. Il y a une chose que je dois dire, et c'est ceci: si, durant les cinq dernières années, le but du gouvernement était de détruire toute chance d'obtenir un règlement avantageux, ou de conclure un traité raisonnable avec les Etats-Unis, je ne puis concevoir qu'il eût pu agir autrement qu'il l'a fait; je ne puis concevoir qu'il eût pu faire d'autres démarches que celles qu'il a faites, pour empêcher le peuple américain d'accepter ses propositions. Deux fois, dans le cours des quatre dernières années, le gouvernement a administré la chose publique d'une telle manière, que nous avons été sérieusement menacés de voir suspendre complètement nos relations commerciales avec les Etats-Unis. Deux fois, il a été formellement averti des dangers qu'offrait la politique qu'il suivait. Il me ferait plaisir de croire que, même à cette heure, les honorables ministres comprennent quelle est réellement notre situation, et qu'ils sont prêts à adopter la seule politique qui, comme je l'ai dit, offre quelque chance raisonnable de succès pour atteindre le but qu'ils déclarent, dans le discours du trône, avoir toujours ou en vue, savoir: établir nos relations commerciales avec les Etats-Unis sur une base telle, qu'elles ne seront plus exposées à être troublées dans l'avenir.

Il est indiscutable que la politique adoptée par les honorables ministres et proclamée par la presse Sir RICHARD CARTWRIGHT.

et leurs avocats dans ce parlement, est de toutes les politiques la plus propre à détruire toute chance d'obtenir un tel traité. Ils savent très bien que le peuple et le gouvernement des Etats-Unis sont singulièrement bien renseignés sur tout ce qui se passe de ce côté-ci de la frontière. Nous tenons aujourd'hui le même langage; nos journaux sont librement échangés avec les leurs; ils ont une véritable armée d'agents consulaires dans ce pays; et je puis assurer le gouvernement que tout discours, tout article d'un patriotisme outré, tout langage, de la part de l'honorable premier ministre ou de ses amis, tendant à narguer le peuple américain sont nécessairement commentés dans la presse de ce pays, et sont de nature à exercer une influence préjudiciable sur toutes négociations que lui ou d'autres pourraient tenter. Je soutiens que tout Canadien, quelle que soit sa position, qui entretient ce ridicule préjugé qui existe dans l'esprit d'une certaine partie de notre peuple contre nos voisins des Etats-Unis, est, dans toute la force de l'expression, un traître—traître au Canada, traître à l'empire britannique, traître à la race britannique.

Voilà mes vues sur ce sujet, et je crois que je puis stigmatiser comme traîtres ceux qui, depuis quelques années, cherchent, dans l'intérêt de leur parti, à semer des dissensions entre le peuple de ce pays et celui des Etats-Unis, et ce, avec plus de raison que n'en ont ces honorables ministres de stigmatiser mes honorables amis de ce côté-ci de la chambre et moi-même, parce que nous désirons un commerce libre avec nos voisins des Etats-Unis, parce que nous voulons rétablir, autant que possible, cette union cordiale entre les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, union de laquelle, j'ose dire, dépend la réalisation des plus grandes espérances de l'humanité. Voilà mon opinion sur les relations qui devraient exister entre les deux pays. Je répète depuis vingt ans que le véritable service que les hommes d'Etat canadiens peuvent rendre à l'empire britannique, c'est de combler, par tous les moyens possibles, le gouffre qui, depuis plus de cent ans, sépare les deux grandes branches de la race anglaise. M. l'Orateur, je crois que, même dans le moment, si l'honorable premier ministre voulait accepter cette noble tâche, en dépit de tout ce qu'il a fait jusqu'à présent dans le sens contraire, en dépit de son langage inconsidéré ainsi que malgré celui de ses amis, il pourrait, mieux que jamais, se créer un titre à la reconnaissance du pays, à la reconnaissance de l'empire britannique qu'il dit vouloir consolider; et je soumetts à sa considération, ainsi qu'à la considération de son gouvernement, cette idée, savoir: s'il existe ou peut exister, si lui-même ou tout autre peut indiquer un moyen plus propre à amener ce résultat si désirable, que la politique du parti libéral proclamée par mon honorable ami et par moi-même, et qui veut ces relations les plus complètes, les plus libres, les plus amicales avec le peuple des Etats-Unis.

M. FOSTER: M. l'Orateur, l'honorable député qui vient de parler nous déclare, dès le commencement de la session, que, quels que soient le désir et la volonté des honorables députés de ce côté-ci de la chambre, nous n'échapperons pas à une discussion complète. Je crois que le discours de l'honorable député et la discussion soutenue par la gauche, aujourd'hui, sur l'adresse, en est une preuve évidente, qui pouvait se passer d'une déclaration